



ÉDITO

Prime pouvoir d'achat dite exceptionnelle, bénéficiaires : un peu plus de 50% des agents de la DGFIP. Prime GMBI, bénéficiaires : environ 20 % des agents de la DGFIP. La prochaine prime parviendra-t-elle à toucher 10 % des agents de la DGFIP ? Pas sûr d'avoir la primeur de la future obole. Face à tant de primes dois-je céder à la déprime ? C'est là que j'apprends que rien n'est perdu, la primevère (ou prime verte, couleur de l'espoir...) symbolise un nouveau départ, quelque chose de grand et de beau. Mais revenons-en aux pommes de la discorde, pardon aux primes de la discorde. Pour la Direction Générale, les primes ne sauraient se concevoir qu'au niveau de collectifs limités à raison de conditions particulièrement exceptionnelles ou de manière individuelle à raison d'un mérite mal défini ou d'une performance qui pourtant, elle, ne saurait être dissociée totalement des efforts collectifs... Fractionner, diviser un peu plus le collectif DGFIP, individualiser et isoler. Défoncer à coups de masse les collectifs pour les fracturer puis les rafistoler avec de fines couches de crème apaisante à base, par exemple, de journées dites de cohésion. Nos directions, en toute connaissance des choses, oseront parler de bienveillance. Écouter et comprendre les agents ne veut pas dire imposer une façon de penser. La « vraie vie » dans les services c'est des manques de moyens humains criants, des dysfonctionnements informatiques récurrents, des restructurations incessantes, une dégradation constante des conditions de travail, une souffrance au travail plus que palpable. Le Tableau de Bord de Veille Social de la DDFIP 87 vient appuyer ce constat alarmant. Le nombre de congés pour maladie ordinaire explose passant de 5 002 en 2020 à 10 542 en 2022, soit + 111 %. Le nombre des écrêtements horaires augmente sur la même période de +11,35 %. Globalement, la dégradation des indicateurs confirme une détérioration inquiétante en termes de risques psycho-sociaux. Quant aux emplois à la DDFIP 87, depuis 2011 c'est des emplois supprimés à hauteur de 25 %, une véritable hémorragie... Je ne peux que vous conseiller de me déguster. La saison de la châtaigne bat son plein et parmi ses nombreuses vertus, vitamines B et C pour booster le tonus et l'immunité. Alors adaptons le proverbe « *faute de grives, on mange des merles* », en « *faute de primes on mange des châtaignes* ».

Services publics ? C'est grave docteur :

Le collectif transpartisan « *Nos services publics* » livre, dans un rapport auquel ont collaboré plus de 100 experts et agents de terrain, un diagnostic sans appel : alors que les besoins de la population ont évolué et vont continuer de changer, l'État n'a, selon lui, pas su s'adapter. Pour ce faire, le collectif a cumulé des indicateurs de nature très variables : les dynamiques démographiques, les progrès sociaux et les transformations des modes de vie. Ces paramètres « *modifient les attentes de la population et le niveau de référence de prise en charge de ces attentes* ». « *A l'arrivée, dans tous les domaines, on retrouve une courbe des besoins qui augmente et une courbe des dépenses qui progresse beaucoup moins vite* ». L'inadaptation du système engendre une persistance des inégalités, la répartition des ressources est décorrélée des besoins exprimés. L'écart entre les besoins de la population et l'offre de services publics a plusieurs conséquences. Il libère un « *espace croissant* » pour le développement d'une « *offre privée lucrative* » qui prend la place de services publics défaillants. Celle-ci représente un coût supérieur et est générateur d'inégalités, entre les individus mais aussi entre les territoires. Le recours aux cabinets de conseil explose. La cour des comptes l'a d'ailleurs confirmé, en juillet 2023. La Macronie souffre d'une addiction aux cabinets de conseil. Les montants facturés

sont passés de 11 millions d'€ en 2014 à 232 millions d'€ en 2021 dans les ministères « civils », hors dépenses informatiques. Au total, la note, plus que salée, grimpe à 890 millions d'€ en 2021, vertigineux... Et pourtant l'attachement des Français aux services publics est fort, leur consentement à un impôt lisible et redistributif l'est également. Enfin, le rapport souligne que le creusement du fossé entre les besoins des Français et l'offre de services publics à laquelle ils ont accès crée une tension entre les agents et les usagers et une perte de confiance de ces derniers, qui ont des conséquences, par ricochet, sur l'attractivité des métiers de la fonction publique et le bien-être de ses agents. Depuis vingt cinq ans, le nombre de candidats aux concours de la fonction publique d'État a été divisé par quatre. « *Le nombre de jours d'absence pour raison de santé progresse de plus 20 % entre 2014 et 2019, pour l'ensemble de la fonction publique* », ajoutent les auteurs. Ces « *moyens humains* » sont pourtant la première richesse du service public. Marchandisation, externalisation... les services publics sont bradés, à la découpe... ou pas. Et pourtant un autre choix est possible, chacun de nous a fait sienne cette citation de Gabriel De Broglie, essayiste français : « *Le service public n'est pas désincarné. Ce sont des Hommes et des Femmes qui le font vivre, c'est un esprit qui l'habite.* »

La tête de l'emploi.

8 273 emplois en plus dans la Fonction Publique d'État. Espoir vite douché par ce qui aller suivre. Seul un ministère est concerné par un schéma d'emploi négatif, celui de l'Économie et des Finances. Douche écossaise ou, en ces temps de coupe du monde de rugby, placage cathédrale... La DGFIP devrait porter l'essentiel des efforts en matière de réduction des effectifs au cours des prochaines années. Pour la période 2023-2027, le Cadre d'Objectifs et de Moyens (COM) prévoit pas moins de 1 900 emplois en moins (200 en 2024, 0 en 2025, 850 en 2026 et 850 en 2027). Me voilà plus que surprise car après ça Jupiter ne pourra pas nous dire qu'il n'a rien du célèbre magicien Gérard Majax.

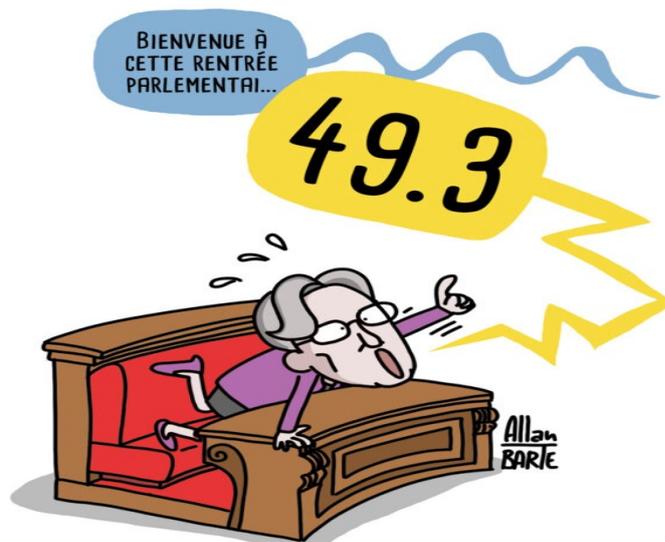
La Châtaigne d'Honneur :

Cette Châtaigne d'honneur est attribuée au ministre chargé des Comptes publics nommé en juillet dernier, Thomas Cazenave. Ce dernier, comme indiqué dans un article plus haut, a déjà prévenu avant même que les débats commence, le 28 septembre au micro de LCI, que « Le budget, c'est à la fois le projet de loi de finances (PLF) pour le budget de l'État [et] le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS). Donc, ce sera probablement une dizaine de 49.3 en fonction de l'avancée des débats », a précisé le ministre. Visiblement, le ministre doit avoir une boule de cristal... La Châtaigne ne doute pas que les échanges seront nourris... Certainement trop pour qu'un vote démocratique des parlementaires puisse être fait visiblement.

C'est la même chanson

Après son examen en commission, le projet de loi de finances pour 2024 a été présenté à l'ensemble des députés à partir du 17 octobre 2023. Mais pour faire passer le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale, Élisabeth Borne risque de brandir une nouvelle fois son arme fatale constitutionnelle, le 49.3 comme en 2022, pour notamment écourter des débats nourries par de rudes batailles en perspective sur le logement, le pouvoir d'achat ou les "superprofits"... En l'absence de majorité absolue au Palais Bourbon, "il y aura un 49.3" pour faire adopter sans vote le projet de loi de finances (PLF) 2024, a convenu le ministre des Comptes publics Thomas Cazenave, qui défend son premier budget. Au total, le gouvernement devrait recourir une dizaine de fois à cet outil pour faire passer le budget de l'État (PLF) et celui de la Sécurité sociale (PLFSS) avant Noël, avec la possibilité de retenir ou d'écarter les amendements de son choix. Bizarre, bizarre, cette chanson a un air de déjà vu...

LE PARLEMENTARISME SOUS MACRON



La Commedia dell'arte

Le 12 Octobre 2023, la direction de la DDFIP 87 a convié les encadrants à un séminaire dédié au management, aux conditions de vie au travail et aux risques psycho-sociaux (RPS). On a dû y apprendre que le mot RPS ne relève pas de la légende, et n'est pas non plus un gros mot, ou encore que le management toxique existe, et est une plaie béante et purulente aux forts impacts psychologiques et physiques. Une troupe a présenté sous formes théâtrales différentes situations. La vie à la DDFIP 87 n'est pas du théâtre et encore moins du cinéma. Et non les agents ne sont pas des marionnettes ou des pantins. On ne connaît pas le prix d'un tel séminaire, mais arriver à la conclusion qu'il faut communiquer et échanger pour mieux se comprendre est une... riche idée.

Sinon pour mieux comprendre les agents il, suffit de venir les voir ou encore d'écouter plus attentivement leurs représentants lors des instances...

NOTRE PRIORITÉ



C'EST VOUS



Pont du 10 Mai 2024

Soyons pont-dérés, évitons les pont-cifs, mais ne prenons pas le risque d'être pont-peux. Cette châtaigne se pont-ctuera ainsi... Un pont c'est tout !